

Pour faire *enfin* bouger la France

Le premier tour,
c'est celui
du vrai choix.
Celui du cœur ;
le choix qui
construit l'avenir
que vous souhaitez
vraiment.

Si vous voulez faire
enfin bouger la France,
c'est le 21 avril
qu'il faut le dire.
Ensemble.

Alain Madelin

ALAIN MADELIN

Une *nouvelle* France

Le moment est venu de choisir les réformes courageuses dont la France a besoin.

En 1995, avec une majorité de Français, je me suis réjoui d'une alternance qui portait l'espoir d'un vrai changement. Sept ans plus tard, après 5 ans de cohabitation stérile, ce qui était déjà hier nécessaire est devenu aujourd'hui indispensable.

La France a plus que jamais besoin des propositions fortes et modernes que je défends avec conviction et détermination depuis longtemps.

Aujourd'hui, j'entends plus que jamais porter l'espoir d'une nouvelle France qui vit avec son temps.

Une nouvelle France où l'Etat exercera sans complexes les vraies missions qui sont les siennes.

Une nouvelle France entreprenante qui récompense mieux le mérite et l'effort et qui porte le rêve de celles et ceux qui aspirent à plus de liberté et de responsabilité pour se réaliser pleinement.

Une nouvelle France qui donne à chacun sa place et sa chance et offre une vie meilleure à ceux qui travaillent dur. Une France plurielle aux couleurs de la vie attendue par la jeunesse.

Dans le débat présidentiel, je suis le SEUL à porter franchement ces réformes modernes et à m'inscrire clairement dans le puissant courant réformateur qui, de Blair à Aznar, construit aujourd'hui la nouvelle Europe.

Si vous voulez une franche alternative à la politique socialiste et une franche rupture avec les politiques social-technocrates ou social-démocrates menées hier ...

Si vous pensez que le moment est venu de faire enfin bouger la France ...

EXPRIMONS-LE FORTEMENT ENSEMBLE LE 21 AVRIL.

Alain MADELIN

Pour donner à chacun sa chance

Pour libérer le travail et créer de vrais emplois

« Je veux miser sur l'entreprise et plus particulièrement sur les petites et moyennes entreprises, les professions indépendantes et libérales, les agriculteurs, les commerçants, les artisans... »

- Alléger le droit du travail et les réglementations qui freinent l'emploi
- Offrir à chaque jeune la possibilité d'accéder à l'emploi dans le cadre d'un contrat formation emploi négocié avec les entreprises
- Favoriser la liberté du travail et le temps choisi en supprimant le carcan des 35 h obligatoires pour tous et en laissant les conventions organiser le travail
- Développer la promotion sociale dans l'entreprise en favorisant notamment l'intéressement et la participation
- Engager un programme choc en faveur de la création d'entreprises, pour donner leur chance aux 15 millions de Français qui souhaiteraient un jour se mettre à leur compte
- Créer 2 millions de nouvelles entreprises en 5 ans
- Favoriser l'embauche du premier salarié au moyen d'un chèque emploi.

Pour baisser les impôts

« Je suis depuis toujours convaincu que baisser les impôts, c'est le meilleur moyen de doper la croissance et la création d'emplois. Et que le plein emploi c'est le meilleur moyen de faire reculer l'exclusion et d'améliorer la feuille de paie. »

- Simplifier et alléger l'impôt sur le revenu en y intégrant la CSG, ramener le nombre de tranches à 3 et le taux maximum à 33 %, pratiquer la retenue à la source
- Supprimer l'impôt sur les successions pour les petits et moyens patrimoines
- Appliquer une TVA à taux réduit pour les activités à forte main d'œuvre (comme l'hôtellerie et la restauration)
- Redéployer les exonérations de charges sociales au bénéfice d'une franchise sur les 400 premiers euros
- Ramener l'impôt sur les sociétés à la moyenne européenne
- Favoriser l'épargne en créant un super plan d'épargne en actions défiscalisé.

Pour sauver les retraites

« Il est temps d'agir enfin ! »

- Créer des fonds de pension pour tous les Français grâce à un mécanisme fiscal simple
- Garantir l'avenir du système par répartition en instituant un système de retraite par points, à la carte et en l'équilibrant par de larges privatisations
- Assurer l'équité des retraites, notamment entre le privé et le public.

Pour en finir avec la société d'assistanat

« Je veux favoriser la reprise du travail pour éviter l'enfermement dans l'assistance »

- Transformer chaque fois qu'on le peut les revenus d'assistance en revenus d'activité
- Créer un revenu familial minimum garanti au moyen d'un complément dégressif sur la feuille de paie pour inciter à la reprise du travail.

Pour réformer enfin l'Etat

« Pour baisser vraiment les impôts, je veux baisser les dépenses publiques comme l'ont fait nos partenaires en Europe. »

- Réduire la part des prélèvements publics dans la richesse nationale de 5 % en 5 ans
- Alléger fortement nos lois et nos règlements pour simplifier la vie des Français
- Faire voter chaque année une loi de simplification administrative
- Mieux évaluer l'action publique et réorganiser les missions de l'Etat
- Faire participer et intéresser les fonctionnaires à la réforme de l'Etat, en diminuer le nombre à la faveur de l'accélération des départs en retraite
- Instaurer la tolérance zéro pour les gaspillages de l'argent public
- Poursuivre les privatisations et l'ouverture à la concurrence
- Réglementer le droit de grève dans les services publics.

Pour de vraies régions

« Une France forte a besoin de régions fortes »

- Faire adopter par référendum à l'automne une réforme institutionnelle et constitutionnelle créant de vrais gouvernements régionaux disposant de ressources nouvelles (transférer la TIPP aux régions)
- Permettre dans ce cadre la libre organisation des collectivités territoriales, régions, départements et outre-mer
- Revitaliser le monde rural.

Pour garantir notre système de santé

« J'ai toujours refusé l'étatisation de notre assurance-maladie »

- Désétatiser notre système d'assurance-maladie, donner une véritable autonomie de gestion aux caisses, afin de mieux gérer notre système de santé et de revaloriser le travail de l'ensemble des professionnels de santé (infirmières, médecins...)
- Permettre la délégation de gestion à égalité d'obligation et offrir le libre choix de leur caisse d'assurance-maladie aux Français
- Créer une assurance dépendance.

Pour faire bouger l'école

« Plus que jamais l'école doit favoriser l'égalité des chances et l'ascension sociale »

- Créer un statut de pleine autonomie pour les établissements scolaires, en évaluant les établissements et en donnant plus de liberté aux enseignants pour faire une meilleure école
- Créer un chèque éducation artistique et un chèque multi-sports accessibles à tous
- Donner aux universités un véritable statut d'autonomie et d'indépendance
- Engager davantage les entreprises dans la formation professionnelle
- Mettre en place avec les entreprises, pour ceux qui quittent plus tôt le système éducatif, un capital formation dont ils pourront disposer toute leur vie
- Donner aux parents la liberté de choisir l'école de leurs enfants.

Pour faire reculer l'insécurité

« Je veux donner à l'Etat et à la Justice les moyens de faire enfin respecter la loi grâce à un plan Orsec de 2 Mds d'€ par an »

- Créer des établissements spécialisés pour les mineurs délinquants, sanctionner fermement les premiers actes de la délinquance
- Développer l'autorité du Maire dans une coordination locale de tous les acteurs de la sécurité
- Augmenter le nombre de places dans les prisons à la mesure de la délinquance et de la criminalité
- Donner à la Justice les moyens de sanctionner les scandales financiers, les actes de corruption
- Contrôler et réguler l'immigration au niveau européen en luttant fermement contre les clandestins.

Pour devenir propriétaire

« Je veux rendre 2 Français sur 3 propriétaires de leur logement »

- Réformer et restructurer une part importante des logements sociaux pour en offrir l'accès à la propriété à ceux qui les ont déjà payés partiellement depuis longtemps par leurs loyers
- Faire bénéficier les Français de prêts immobiliers de longue durée (40 ans) à faible taux d'intérêt déductible.

Pour les familles et la vitalité associative

« Je crois au rôle des familles, des communautés, des associations pour retrouver une société à taille humaine »

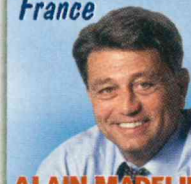
- Initier une loi d'orientation pour simplifier, clarifier les prestations familiales et éliminer les obstacles qui tendent à pénaliser et déresponsabiliser les familles
- Elargir fortement la défiscalisation des dons aux associations pour leur permettre d'exercer leur rôle de contre-pouvoir et de prendre en charge des actions d'intérêt général, pour développer l'action humanitaire, protéger l'environnement, favoriser l'insertion des handicapés, encourager l'éducation et la culture, exprimer une passion sportive ou artistique.

Pour renforcer l'influence de la France

« Il est temps que la France clarifie sa politique étrangère pour sortir de l'ambiguïté et faire des choix clairs »

- Adapter notre outil de Défense
- Bâtir les Institutions de l'Europe de tous les Européens
- Affirmer une meilleure expression de l'unité politique de l'Europe en refusant toute dérive vers un super Etat
- Affirmer clairement l'appartenance de la France au monde libre et démocratique
- Mettre fin aux complaisances entretenues avec un certain nombre de dictatures
- Etre solidaire et partenaire du développement des pays pauvres au travers notamment d'une politique méditerranéenne et africaine.

Pour une nouvelle France



ALAIN MADELIN

Le **21 AVRIL**

avec Alain **MADELIN**

le seul candidat d'un vrai changement

FAITES LE CHOIX
d'une véritable alternative au socialisme

FAITES PESER
les réformes modernes dont la France a besoin

ALAIN MADELIN n'a pas fait l'ENA. Il est avocat de profession. Son père était OS chez Renault. Sa mère était dactylo. Il est resté fidèle à ses origines populaires qui n'ont jamais cessé de nourrir son projet politique. Il s'est toujours battu pour l'égalité des chances et l'ascenseur social pour tous.

Entré en politique au côté de Valéry Giscard d'Estaing, Alain Madelin est député de Redon (Ille-et-Vilaine), depuis 1978. Il avait alors 32 ans. D'emblée, il a trouvé sa place dans le paysage politique. Il est déjà l'homme qui veut faire bouger la France.

En 1986, ministre – à 39 ans – de l'Industrie, des P & T, et du Tourisme du gouvernement Chirac, Alain Madelin rompt avec la pratique des subventions, réduit les dépenses publiques, réussit les privatisations industrielles, lance les zones d'entreprises défiscalisées, et prépare l'ouverture à la concurrence des Télécom. Il est l'homme des réformes.

En 1993, ministre des Entreprises et du Développement Économique du gouvernement Balladur, il fait adopter la « loi Madelin » qui favorisera la création d'entreprises en simplifiant les formalités administratives, et assurera le financement de retraites complémentaires pour les commerçants, les artisans et les professions indépendantes.

En 1995, il est au côté de Jacques Chirac avec l'espoir de voir enfin la France mise à l'heure des

réformes dont elle a besoin. Alain Madelin devient ministre de l'Economie et des Finances, et entreprend aussitôt de lutter contre les déficits publics afin de qualifier la France pour l'Euro. Il prépare une grande réforme fiscale et la réforme de notre protection sociale. Il se heurte au refus du Premier ministre. Fidèle à ses engagements, il quitte le gouvernement.

Au lendemain de la défaite des législatives de 1997, il reprend le flambeau de la famille des Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing en accédant à la présidence de Démocratie Libérale. Fort de sa triple expérience ministérielle, il s'impose comme un des leaders de l'opposition de droite.

En Europe, il favorisera le regroupement au Parlement de Strasbourg des familles libérale, centriste et conservatrice. En Afrique, il soutient résolument l'initiative de développement portée par ses amis chefs d'Etat élus démocratiquement. Dans le monde, il poursuit son combat en faveur des Droits de l'Homme avec tous ceux qui luttent contre les totalitarismes. Il n'a pas attendu le 11 septembre pour découvrir l'Afghanistan : il était, depuis toujours, l'ami du commandant Massoud.

Dans son action, il aime répéter : « En politique, il faut savoir ce que l'on veut ; quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on l'a dit, il faut avoir le courage de le faire. »

Fidèle
à ses origines
populaires

L'autre choix pour la droite